

PREUVES À L'APPUI II

**UNE ÉVALUATION DE LA
TRANSPARENCE DES DONNÉES PROBANTES
AU SEIN DU GOUVERNEMENT DU CANADA**

FARAH QAISER, TEJ HEER, IVANA AZDAJIC ET RACHAEL MAXWELL

ED Evidence for
Democracy

Preuves à l'appui II

Une évaluation de la transparence des données probantes au sein du gouvernement du Canada

Le 31 janvier 2022

De Farah Qaiser, Tej Heer, Ivana Azdajic et Rachael Maxwell

REMERCIEMENTS

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à cette évaluation de la transparence et à la production du rapport. Nous remercions en particulier Nada Salem pour son soutien critique, ainsi que les nombreux bénévoles (dont Sonja Soo, Sacha Gunaratne, Rudolf du Toit, Aaron Maxwell et Amy Smith) qui ont participé à la collecte des politiques.

Cet ouvrage a été rendu possible grâce au soutien généreux de la Fondation Familiale Trottier.

Evidence for Democracy est une organisation apolitique à but non lucratif et axée sur les faits qui promeut l'utilisation transparente des données probantes dans le processus décisionnel des gouvernements au Canada. Grâce à la recherche, l'éducation et des campagnes thématiques, nous encourageons la mobilisation de la collectivité scientifique tout en cultivant la demande publique et politique pour assurer une prise de décision fondée sur des preuves..



e info@evidencefordemocracy.ca
t 1-844-335-3339 (toll-free)

evidencefordemocracy.ca    

Contents

Résumé	4
Résultats clés:	4
1 Introduction	6
1.1 Contexte	6
1.2 Un cadre pour évaluer l'utilisation des données probantes dans les politiques	7
1.3 L'évaluation de la transparence des données probantes pose de plus grandes questions	8
1.4 Étude actuelle	8
2 Méthodes	10
2.1 Définition de la politique	10
2.2 Collecte des politiques	10
2.3 Évaluation des politiques	10
3 Conclusions	11
3.1 Notes attribuées à la transparence	11
3.2 Lacunes communes en matière de transparence	18
4 Prochaines étapes	19
5 Conclusions	20
6 Références	21
7 Annexe : Liste des politiques évaluées	22
7.1 Agriculture et Agroalimentaire Canada	22
7.2 Patrimoine canadien	23
7.3 Environnement et Changement climatique Canada	23
7.4 Pêches et Océans Canada	24
7.5 Affaires mondiales Canada	24
7.6 Santé Canada	25
7.7 Innovation, Sciences et Développement économique Canada	26
7.8 Ressources naturelles Canada	26
7.9 Agence de la santé publique du Canada	27
7.10 Transports Canada	28

Résumé

L'élaboration des politiques est un processus complexe et nuancé, dans lequel les acteurs politiques doivent donner un sens à des informations en constante évolution afin de mettre en œuvre des politiques qui répondent au mieux aux besoins de la population. Il est essentiel de placer les données probantes au cœur de l'élaboration des politiques, non seulement pour illustrer les réalités d'une question particulière, mais aussi pour remettre en question ce que nous pouvons considérer comme du bon sens au moment de prendre des décisions.

Aux cours de ces dernières années, le gouvernement du Canada s'est engagé, à plusieurs reprises, à s'appuyer sur les données scientifiques et les données probantes les plus fiables dans le cadre de son processus de prise de décisions. Pourtant, la transparence reste le chaînon manquant, ce qui rend difficile l'évaluation des progrès accomplis dans ce domaine et la capacité du public à évaluer le lien entre les données probantes et les décisions politiques. La politique gouvernementale étant par essence un bien public, la transparence permet de s'assurer que le public peut comprendre les facteurs qui ont conduit à une décision et pourquoi.

Dans le rapport *Preuves à l'appui : un cadre pour évaluer l'utilisation des données probantes au Canada* (2021), nous avons adapté un cadre de travail du Royaume-Uni pour évaluer la transparence des données probantes qui sous-tendent les décisions politiques et nous avons testé ce cadre sur sept politiques fédérales. Dans cette étude, nous avons appliqué le même cadre de transparence pour évaluer la transparence des données probantes dans le cadre de 100 politiques, au total, provenant de 10 ministères et organismes du gouvernement du Canada.

RÉSULTATS CLÉS:

- » **Nous avons appliqué un cadre de transparence pour évaluer la transparence des données probantes dans le cadre de 100 politiques sélectionnées au hasard à l'échelle de dix ministères et organismes fédéraux.** En d'autres termes, le public non initié peut-il trouver les données probantes qui sous-tendent les décisions politiques? Le cadre se compose de quatre catégories :
 - Diagnostic : que savent les décideurs politiques de la question?
 - Proposition : quelle est l'intervention choisie par le gouvernement et pourquoi a-t-elle été choisie?
 - Mise en œuvre : comment l'intervention choisie sera-t-elle mise en œuvre et pourquoi cette méthode a-t-elle été choisie?
 - Mise à l'essai et évaluation : comment et quand saurons-nous si la politique a réussi?
- » **Dans l'ensemble, notre évaluation a montré que les politiques fédérales obtiennent un résultat faible en matière de transparence relative à l'utilisation de données probantes. Cela signifie qu'il est, encore aujourd'hui, très compliqué pour le public de trouver les données probantes sur lesquelles se fonde la politique gouvernementale.** Trop souvent, les politiques ne fournissaient pas de références ou de citations pour les données probantes mentionnées et reconnaissent rarement d'autres options politiques ou toute preuve absente, faible ou contradictoire.

- » **Les résultats obtenus en matière de transparence varient selon les ministères.** Environnement et Changement climatique Canada est le ministère qui a obtenu les notes les plus élevées, en partie grâce aux énoncés détaillés des incidences réglementaires. Patrimoine canadien et Santé Canada sont les ministères qui ont obtenu les notes les plus basses. Toutefois, des notes d'évaluation plus élevées n'exigent pas nécessairement que les documents soient plus longs, les politiques pouvant obtenir des notes élevées en matière de transparence tout en étant concises.
- » **Il y avait quelques lacunes communes à tous les ministères.** Trop souvent, les politiques ont omis de fournir des références ou des citations relatives aux données probantes mentionnées. À l'échelle de tous les ministères, presque toutes les politiques échouent (c.-à-d. un 0) dans la section des essais et de l'évaluation (c'est-à-dire, comment et quand une politique a été mise en œuvre). Elles explorent rarement les avantages d'autres possibilités d'actions ou reconnaissent qu'une preuve est absente, peu fiable ou contradictoire.
- » **Le cadre de transparence n'est pas une mesure parfaite.** Notre cadre n'évalue pas la qualité des données probantes. En outre, si les données probantes qui sous-tendent une décision politique sont introuvables, cela ne signifie pas que ces données probantes n'existent pas ou qu'elles n'ont pas été prises en compte dans le processus d'élaboration de la politique.
- » **L'engagement en faveur d'une prise de décision fondée sur des données probantes est intrinsèquement politique.** En appliquant le cadre de transparence, une question plus importante émerge : que signifie réellement le fait de traduire l'engagement politique envers les principes des meilleures données scientifiques et probantes disponibles dans l'élaboration des politiques en systèmes, structures et ressources de la fonction publique?
- » **La transparence n'est pas l'objectif final, mais plutôt la première étape d'une démarche visant à renforcer la confiance du public et à concrétiser l'engagement politique en faveur d'un processus décisionnel fondé sur des données probantes.** La prochaine étape de ce projet consistera à étendre cette évaluation de la transparence à l'échelle provinciale, étant donné que l'élaboration des politiques est répartie sur plusieurs paliers de gouvernement. Nous poursuivrons également les discussions avec les gouvernements de toute la fédération canadienne afin de mieux comprendre les défis qui peuvent avoir un effet sur la transparence des données probantes dans les processus d'élaboration des politiques.

Introduction

1.1 Contexte

L'élaboration des politiques est un processus complexe et nuancé. Dans les gouvernements de la fédération canadienne, les acteurs politiques doivent recueillir, synthétiser et donner un sens à des informations en constante évolution provenant de nombreuses sources. Il s'agit souvent de mesurer le risque, d'évaluer l'incidence et de peser les demandes contradictoires de nombreuses parties prenantes. Ce n'est pas une mince affaire.

Par le passé, les députés ont décrit de nombreux défis liés à l'utilisation de la science et des preuves dans leur travail, notamment le fait de devoir s'orienter vers des résultats contradictoires et de gérer une surcharge d'informations, le tout dans un contexte de restrictions de temps et de ressources limitées¹. De même, les hauts fonctionnaires ont exprimé le souhait que les universitaires participent davantage aux processus politiques et que des changements institutionnels (comme la participation du public) puissent aider à mieux intégrer la science dans la prise de décision².

Bien qu'il existe plusieurs défis à relever, la prise de décision fondée sur des données probantes reste une entreprise intéressante. Nous sommes tous gagnants lorsque les gouvernements prennent des décisions politiques fondées sur les meilleures données probantes disponibles. Les données probantes scientifiques aident à illustrer les réalités d'un dilemme particulier, tant dans les états actuels que dans les états passés, ce qui peut aider à prédire les états et les effets futurs également. Les données probantes remettent également en question ce que l'on pourrait croire être du bon sens et peuvent aider les décideurs à comprendre ce qui fonctionne, où, pourquoi et pour qui³.

Dans le même temps, nous reconnaissons les limites des données probantes scientifiques – elles ne sont qu'un moyen parmi d'autres d'éclairer les aspects d'un problème. Il existe, sans aucun doute, un équilibre approprié à trouver pour tenir compte des données probantes et de l'éventail des contributions et perspectives critiques nécessaires à une prise de décision solide.

Ces dernières années, le gouvernement du Canada a souligné l'importance d'utiliser des données probantes scientifiques dans la prise de décision¹. Par exemple, sous le mandat du Premier ministre Justin Trudeau, les lettres de mandat adressées aux ministres du Cabinet en 2015, 2019 et 2021 ont toutes fait état d'un engagement à « utiliser la science et à prendre des décisions fondées sur des données probantes »⁴. Des mesures importantes ont été prises pour favoriser cet engagement au sein de la fonction publique, comme la nomination d'un conseiller scientifique en chef (2017) et de huit conseillers scientifiques ministériels au sein du gouvernement fédéral^{5,6}. Récemment, le budget fédéral 2021 a présenté des investissements dans la capacité en matière de données afin de garantir que les gouvernements et le public puissent trouver et utiliser des données probantes⁷.

Plus particulièrement, la pandémie de COVID-19 a donné lieu à des exemples encourageants de décisions fondées sur des données probantes qui façonnent les réponses mondiales^{8,9}. Les gouvernements se sont largement appuyés sur les meilleures données disponibles, souvent incomplètes, pour prendre des décisions extraordinaires aux conséquences considérables. Cependant, la pandémie a également montré que le public a souvent du mal à comprendre pourquoi certaines décisions politiques sont prises et encore plus à déchiffrer la chaîne de raisonnement qui sous-tend l'utilisation (ou l'inutilisation) des données probantes en cours de route. Cela a parfois entraîné une confusion, une désinformation et, dans certains cas, une désapprobation ou une colère généralisée du public.

Par-dessus tout, la transparence est le chaînon qui fait toujours défaut. Étant donné que la politique gouvernementale est par essence un bien public, il est important que l'élaboration des politiques soit aussi transparente que possible, afin que le public puisse comprendre quels facteurs ont conduit à une décision et pourquoi.

Pourtant, les conversations sur la prise de décision fondée sur des données probantes ont tendance à se concentrer peu sur la capacité du public à comprendre le lien entre les données probantes et les décisions politiques. La complexité du processus d'élaboration des politiques est importante, mais elle n'occulte pas la nécessité de la transparence. Pour que le public puisse comprendre les motivations d'une décision politique, il doit avoir la possibilité de comprendre comment les décisions sont prises et comment les données probantes sont utilisées pour formuler ces décisions. Cela est particulièrement important en période d'incertitude accrue, lorsque la confiance dans les décisions du gouvernement est cruciale.

Sans transparence, les engagements en faveur d'une prise de décision fondée sur des données probantes, motivés dans une large mesure par la classe politique, resteront difficiles à évaluer. Sur ce plan, certaines des questions fondamentales à prendre en compte sont les suivantes : comment les données probantes scientifiques sont-elles utilisées dans le processus d'élaboration des politiques? Comment les données probantes circulent-elles dans les structures gouvernementales et qui est responsable de leur gestion?

1.2 Un cadre pour évaluer l'utilisation des données probantes dans les politiques

Pour combler un manque semblable de transparence concernant l'utilisation des données probantes dans les politiques au Royaume-Uni (R.-U.), un cadre de transparence a été mis au point par l'Institute of Government, Sense About Science et l'Alliance for Useful Evidence pour évaluer si les données probantes contribuant aux décisions politiques pouvaient être trouvées par le public¹⁰. Ce cadre fournit une méthode pour tester la transparence des données probantes dans les politiques. Il peut être appliqué rapidement, ne nécessite pas d'expertise en la matière et permet la comparaison entre différents domaines politiques.

Dans un rapport de suivi, intitulé *Show Your Workings* (partagez votre raisonnement), Sense About Science a affiné ce cadre, évalué une série de politiques gouvernementales et fourni des conseils pour améliorer la transparence dans les ministères¹¹. Ensuite, en 2018, Sense About Science a utilisé le cadre pour réaliser une vérification ponctuelle – c'est-à-dire une évaluation de la transparence des données probantes sous-tendant 94 politiques gouvernementales élaborées par 12 ministères¹². Le rapport de 2018 a répertorié publiquement les résultats obtenus en matière de transparence et a fait remarquer que si la transparence des données probantes dans les politiques s'est quelque peu améliorée, il y a encore de la place pour l'amélioration de la disponibilité des essais et de l'évaluation des décisions politiques.

En 2021, Evidence for Democracy a adapté ce cadre pour évaluer la transparence des données probantes qui sous-tendent les décisions politiques dans le contexte canadien (**figure 1**) et a testé le cadre sur sept politiques précises¹³.

Comme au Royaume-Uni, notre cadre adapté comprend quatre catégories : le diagnostic (que savent les décideurs politiques du problème?), la proposition (quelle est l'intervention choisie par le gouvernement et pourquoi a-t-elle été choisie?), la mise en œuvre (comment l'intervention choisie sera-t-elle mise en œuvre et pourquoi cette méthode a-t-elle été choisie?) ainsi que le test et l'évaluation (comment et quand saurons-nous si la politique a réussi?). En d'autres termes, le public non initié peut-il trouver les données probantes qui sous-tendent les politiques?

1.3 L'évaluation de la transparence des données probantes pose de plus grandes questions

Notre cadre de transparence n'est pas sans limites. Par exemple, le cadre permet uniquement de déterminer si on peut trouver les données probantes qui sous-tendent une décision politique. Il n'évalue pas la qualité des données probantes, si elles existent. En outre, le fait qu'on ne puisse pas trouver les données probantes sous-jacentes ne signifie pas qu'elles n'existent pas ou qu'elles n'ont pas été prises en compte dans le processus d'élaboration des politiques.

Au milieu de ces nuances, une chose est claire : les références répétées à « l'utilisation des meilleures connaissances scientifiques et données probantes disponibles » dans les récentes lettres de mandat sont, en fait, des déclarations politiques. En appliquant notre cadre de transparence, nous évaluons également l'alignement entre les engagements politiques déclarés et la capacité de la fonction publique. En d'autres termes, nous posons la question suivante : les systèmes, les structures et les ressources du gouvernement sont-ils équipés pour traduire l'engagement politique en faveur d'une « prise de décision fondée sur des données probantes », et ce, dans un format accessible au grand public?

1.4 Étude actuelle

Dans cette étude, nous appliquons notre cadre de transparence adapté pour évaluer la transparence des données probantes dans les politiques du gouvernement du Canada (c.-à-d. des ministères et organismes fédéraux) et pour mettre en évidence les pratiques exemplaires en matière de transparence.

		0	1	2	3
Diagnostic : Que savent les décideurs politiques de la question (par exemple, les causes, les effets et l'ampleur)?	<i>Pouvez-vous voir quelles données probantes ont été utilisées et le rôle qu'elles ont joué?</i>	Pas suffisant pour le niveau 1.	Les données probantes sont mentionnées, avec une explication de la manière dont elles ont été utilisées	Comme au niveau 1, mais les données probantes à l'appui sont intégrées aux parties pertinentes de la politique, sont correctement citées et peuvent être trouvées.	Comme au niveau 2, mais la base de données probantes est également évaluée, en tenant compte des incertitudes et des informations contradictoires.
Proposition : Quelle est l'intervention choisie par le gouvernement et pourquoi a-t-elle été choisie?	<i>Pouvez-vous voir quelles données probantes ont été utilisées et le rôle qu'elles ont joué?</i>	Pas suffisant pour le niveau 1	Les données probantes sont mentionnées, avec une explication de la manière dont elles ont été utilisées	Comme au niveau 1, mais les données probantes à l'appui sont intégrées aux parties pertinentes de la politique, sont correctement citées et peuvent être trouvées.	Comme au niveau 2, mais la base de données probantes est également évaluée, en tenant compte des options alternatives, des incertitudes et des contradictions
Mise en œuvre : Comment l'intervention choisie sera-t-elle mise en œuvre et pourquoi cette méthode a-t-elle été choisie?	<i>Pouvez-vous voir quelles données probantes ont été utilisées et le rôle qu'elles ont joué?</i>	Pas suffisant pour le niveau 1	Les données probantes sont mentionnées, avec une explication de la manière dont elles ont été utilisées	Comme au niveau 1, mais les données probantes à l'appui sont intégrées aux parties pertinentes de la politique, sont correctement citées et peuvent être trouvées.	Comme au niveau 2, mais la base de données probantes est également évaluée, en tenant compte des options alternatives, des incertitudes et des contradictions
Test et évaluation : Comment et quand saurons-nous si la politique a fonctionné?	<i>Pouvez-vous voir quelles données probantes seront fournies et quand elles le seront?</i>	Pas suffisant pour le niveau 1	Mesures du succès (ou description du processus d'élaboration de ces mesures), sans plan de test ou d'évaluation (ou sans explication de l'absence de plan)	Comme au niveau 1, mais avec des plans de test ou d'évaluation, y compris un calendrier (ou une explication de la raison pour laquelle cela ne s'applique pas)	Comme au niveau 2, avec une explication de la raison pour laquelle ces méthodes de test ou d'évaluation sont choisies, avec des données probantes intégrées correctement citées et pouvant être trouvées.

Figure 1 : Le cadre de transparence se compose de quatre catégories (le diagnostic, la proposition, la mise en œuvre ainsi que le test et l'évaluation) et permet d'évaluer si les données probantes utilisées pour informer une politique sont claires, ainsi que la manière dont elles ont été utilisées, sur une échelle de 0 à 3 fondée sur des critères.

Méthodes

2.1 Définition de la politique

Comme Sense About Science, nous avons défini une *politique* comme étant une « certaine intervention visant à changer le statu quo à un niveau qui est intuitivement caractérisé comme « une politique » par le public, les politiciens et les médias »^{11,13}. Cela comprend le droit primaire et le droit dérivé, y compris les projets de loi, les règlements, les annonces de financement, etc.

Dans le cadre de cette recherche, les données probantes ont été définies comme tout type de données ou d'analyse, y compris les données qualitatives et quantitatives¹³. Les documents gouvernementaux s'appuient sur diverses sources de données probantes, y compris, mais sans s'y limiter, les ouvrages universitaires (par exemple, les publications évaluées par des pairs), les rapports gouvernementaux, les données recueillies et analysées à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, et les résultats des consultations (y compris les soumissions des parties prenantes et les résultats de la mobilisation des groupes autochtones)¹³.

2.2 Collecte des politiques

En consultant la Gazette du Canada et la section des nouvelles de chaque ministère et organisme fédéral, toutes les politiques admissibles annoncées entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2021 ont été rassemblées. Dans chaque cas, la politique a été le point de départ de la première annonce. Comme pour le cadre britannique, le cadre de transparence a été mis au point pour évaluer les politiques au moment de leur première annonce. Bien que nous soyons conscients que les politiques sont susceptibles d'être affinées

après leur annonce initiale, la première publication d'une politique est le moment où le public, ainsi que les médias, les intervenants et les autres représentants élus ont leur première occasion d'examiner la politique¹³.

L'admissibilité de chaque politique a été vérifiée par deux chercheurs indépendants. Parmi les exemples de politiques exclues, citons les appels de propositions (les propositions financées, plutôt qu'un appel à candidatures pour un financement, représentent un changement par rapport au statu quo), les nominations à des postes (sauf si, par exemple, un poste a été créé) et les publications de rapports (sauf si elles s'accompagnent d'un changement de politique).

Les dix ministères et organismes suivants ont été inclus dans cette étude : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Patrimoine canadien, Environnement et Changement climatique Canada, Pêches et Océans Canada, Affaires mondiales Canada, Santé Canada, Innovation, Science et Développement économique Canada, Ressources naturelles Canada, Agence de la santé publique du Canada et Transports Canada.

2.3 Évaluation des politiques

Au total, dix politiques ont été sélectionnées de manière aléatoire pour chaque ministère, ce qui donne un échantillon total de 100 politiques (**annexe**). Toutes les politiques, ainsi que tous les documents d'accompagnement publiés et liés (comme les documents d'information ou les annexes), ont été examinés et évalués selon les critères du cadre de transparence (**figure 1**). Chaque politique a été évaluée par deux chercheurs indépendants. Dans le cas où l'évaluation d'une politique a reçu deux notes contradictoires, un troisième chercheur est intervenu pour prendre une décision finale.

Conclusions

3.1 Notes attribuées à la transparence

Dans cette étude, nous avons évalué la transparence des données probantes dans 100 politiques fédérales, au total. Dans les barèmes de transparence suivants, on peut trouver les notes des évaluations des politiques de chaque ministère et organisme fédéral, ainsi que la liste des politiques évaluées (**pages 13 à 17, annexe**).

Dans l'ensemble, notre évaluation a montré que les politiques fédérales obtiennent un résultat faible en matière de transparence relative à l'utilisation de données probantes. Cela signifie qu'il est, encore aujourd'hui, très compliqué pour le public de trouver les données probantes sur lesquelles se fonde la politique gouvernementale. Trop souvent, les politiques ne fournissaient pas de références ou de citations pour les **données probantes** mentionnées et reconnaissaient rarement d'autres options politiques ou toute preuve absente, faible ou contradictoire.

Nos conclusions indiquent ce qui suit :

- » **Les résultats obtenus en matière de transparence varient selon les ministères.** Environnement et Changement climatique Canada est le ministère qui a obtenu les notes les plus élevées, en partie grâce aux énoncés détaillés des incidences réglementaires qui ont accompagné une majorité d'annonces de politiques. Patrimoine canadien et Santé Canada sont les ministères qui ont obtenu les notes les plus basses.
- » **Lorsque nous avons cherché les preuves sous-jacentes utilisées pour comprendre une question de politique, les résultats se sont répartis de manière assez égale.** La section consacrée au diagnostic pose la question suivante : que savent les décideurs politiques de la question? Lorsque nous avons évalué les données probantes utilisées et le rôle qu'elles ont tenu dans cette section, 45 % des politiques ont obtenu la note 0, tandis que 48 % des politiques ont obtenu la note 1. En d'autres termes, soit les politiques ne mentionnent aucune donnée probante sous-jacente (0), soit elles mentionnent des données probantes, mais sans citation permettant de retrouver la source (1). Seules sept politiques ont obtenu la note 2 dans cette section (c'est-à-dire que les données probantes à l'appui étaient liées, correctement citées et pouvaient être trouvées).
- » **Lorsque nous avons cherché des données probantes de la raison pour laquelle une intervention a été sélectionnée, une majorité de politiques avaient tendance à mentionner les données probantes sous-jacentes, mais sans source à l'appui.** La section Proposition pose la question suivante : quelle est l'intervention choisie par le gouvernement et pourquoi a-t-elle été choisie? Lors de l'évaluation de la transparence des données probantes dans ce cas, 67 % des politiques ont obtenu la note 1 (c'est-à-dire que les données probantes ont été mentionnées, tout en offrant une explication de la façon dont elles ont été utilisées). 29 % des politiques ont obtenu la note 0 dans cette section et seulement quatre politiques ont obtenu la note 2.
- » **Lorsque nous avons cherché des données probantes sur la manière (et la raison) dont l'intervention choisie serait mise en œuvre, la majorité des politiques ont obtenu de mauvaises notes.** La section Mise en œuvre pose la question suivante : comment l'intervention choisie sera-t-elle mise en œuvre et pourquoi cette méthode a-t-elle été choisie? Dans ce cas, 63 % des politiques ont obtenu la note 0. Un tiers des politiques (35 %) ont obtenu la note 1. Deux politiques seulement

ont obtenu la note 2 (c'est-à-dire qu'il a été possible de trouver des données probantes à l'appui).

» **Dans tous les ministères, les politiques ont obtenu de mauvaises notes dans la section sur les essais et l'évaluation.**

La section Mise à l'essai et évaluation pose la question suivante : comment et quand saurons-nous si la politique a réussi? 94 % des politiques ont obtenu la note 0 dans cette section. Parmi les six politiques restantes, cinq politiques ont obtenu la note 1 et une seule politique a obtenu la note 2.

» **Seules trois politiques, à l'échelle de deux ministères, ont obtenu au moins la note 1 dans chaque section.** Ces politiques étaient les suivantes :

- Gazette du Canada d'Environnement et Changement climatique Canada, *Partie I, volume 155, numéro 8 : Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril.*
- Programme de rétablissement (modifié) et plan d'action d'Environnement et Changement climatique Canada *pour le pluvier siffleur de la sous-espèce melodus (charadrius melodus melodus) au Canada [proposé].*

- Gazette du Canada de Transports Canada, *Partie I, volume 155, numéro 25 : Règlement modifiant le Règlement canadien sur la sûreté aérienne de 2012 (diverses modifications).*

» **Au total, 19 politiques, à l'échelle de huit ministères, ont obtenu de mauvaises notes (c'est-à-dire qu'elles ont obtenu la note 0 pour chaque section du cadre de transparence).** Il s'agit notamment des

politiques d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (n=3), de Patrimoine canadien (n=3), d'Environnement et Changement climatique Canada (n=2), de Santé Canada (n=3), d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (n=1), de Ressources naturelles Canada (n=2), de l'Agence de la santé publique du Canada (n=2) et de Transports Canada (n=3).

» **Les politiques ont rarement fait évaluer leur base de données probantes de manière critique.** Dans l'ensemble des évaluations, aucune politique n'a obtenu la note 3 dans l'une des quatre sections (c'est-à-dire le diagnostic, la proposition, la mise en œuvre ou le test et l'évaluation). La note 3 indique que les critères des notes 1 et 2 ont été respectés (c'est-à-dire que les données probantes sont mentionnées et correctement citées, tout en offrant une explication de la manière dont elles ont été utilisées), et que les autres options, les incertitudes et les contradictions de la politique ont également été prises en compte.

Agriculture et Agroalimentaire Canada

	Diagnostic	Proposition	Mise en œuvre	Test et évaluation
Le programme développera les compétences en leadership et inspirera des carrières en agriculture	0	1	1	0
La ministre Bibeau annonce un soutien pour favoriser l'innovation chez les producteurs de porcs du Québec	0	1	1	0
L'agrandissement du centre de l'industrie alimentaire aidera le secteur agricole à valeur ajoutée en Saskatchewan	0	0	0	0
Les gouvernements investissent dans le renforcement des capacités des établissements de transformation des viandes de l'Ontario	0	1	1	0
La ministre Bibeau annonce de nouveaux programmes qui indemnisent pleinement et équitablement les producteurs de poulet, de dindon et d'œufs	0	1	1	0
Le gouvernement du Canada investit 2,6 millions de dollars pour contribuer à améliorer la sécurité des travailleurs agroalimentaires en Nouvelle-Écosse	0	0	0	0
Le gouvernement du Canada souligne la Semaine canadienne de sécurité en milieu agricole en annonçant un investissement atteignant 1,4 million de dollars pour renforcer la sécurité à la ferme	0	1	1	0
Élargir le secteur ontarien de la transformation des viandes	1	1	0	0
Les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan investissent 9,8 millions de dollars dans la recherche sur les cultures	0	0	0	0
Règlement modifiant le Règlement sur la santé des animaux (transit en cas d'urgence): DORS/2021-114	1	1	1	0

Patrimoine canadien

Dépôt du projet de loi visant l'égalité réelle du français et de l'anglais et le renforcement de la Loi sur les langues officielles	1	1	1	0
Le gouvernement du Canada annonce un appui financier pour le Centre canadien du sport de l'Atlantique	0	1	0	0
Investissement dans les arts et la culture à Sherbrooke	0	0	0	0
Le gouvernement du Canada souligne l'allocation de plus de 3,6 millions de dollars pour les langues officielles en Colombie-Britannique	1	1	0	0
Le gouvernement du Canada augmente son soutien à l'industrie audiovisuelle pour couvrir les arrêts de production causés par la COVID-19	0	0	0	0
Le gouvernement du Canada annonce un appui financier de 3,4 millions de dollars pour les langues officielles en Alberta	1	1	0	0
Le gouvernement du Canada confirme l'allocation de près de 3 millions de dollars pour les langues officielles en Saskatchewan	1	1	0	0
Investissement dans le domaine Glenaladale, à l'Île-du-Prince-Édouard	1	1	0	0
Investir dans les infrastructures culturelles de Milton	0	0	0	0
Investir dans les lieux consacrés au patrimoine à Sudbury	0	0	1	0

Environnement et Changement climatique Canada

	Diagnostic	Proposition	Mise en œuvre	Test et évaluation
Le gouvernement du Canada publie une déclaration de politique sur les futurs projets d'exploitation du charbon thermique et les projets d'expansion	1	1	0	0
Le gouvernement du Canada annonce la prochaine étape de la création d'un système national de crédits compensatoires pour le carbone pour soutenir davantage la croissance propre	0	1	1	0
Le gouvernement du Canada soutient la collectivité pour conserver l'habitat des espèces en péril dans le Sud du Québec	1	1	1	0
Arrêté 2021-87-02-01 modifiant la Liste intérieure : DORS/2021-156	0	0	0	0
La Gazette du Canada, Partie I, volume 155, numéro 8 : Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril	2	2	2	1
Publication après évaluation préalable des deux substances du groupe des thiophosphates d'alkyle	1	1	0	0
Description de l'habitat essentiel de l'halicte de l'île de Sable dans le refuge d'oiseaux de l'île de Sable	2	2	1	0
Condition ministérielle no 20656	0	0	0	0
Arrêté 2021-112-03-01 modifiant la Liste intérieure: DORS/2021-16	1	1	1	0
Programme de rétablissement (modifié) et Plan d'action pour le Pluvier siffleur de la sous-espèce melodus (<i>Charadrius melodus melodus</i>) au Canada [Proposition]	1	1	2	1

Pêches et Océans Canada

Le gouvernement du Canada investit dans des partenariats pour appuyer la recherche sur l'habitat d'eau douce	1	0	0	0
Le Canada lance une action de transformation pour sauver le saumon du Pacifique	2	1	0	1
Décisions relatives aux pêches de Terre-Neuve-et-Labrador en 2021	1	0	0	0
Entente de principe conclue entre le Canada et la France pour la pêche de la morue de 3Ps	0	0	1	0
Le gouvernement du Canada prend des mesures importantes pour protéger l'habitat essentiel de la truite en Alberta	2	1	0	0
Le Fonds des pêches du Québec octroie plus d'un million de dollars pour 13 projets à travers la province	0	1	0	0
Prolongation de la pêche récréative hivernale au poisson de fond dans le fjord du Saguenay	1	0	0	0
Le gouvernement du Canada et la Province de la Nouvelle-Écosse investissent plus de 44 millions de dollars dans le secteur du poisson et des fruits de mer	1	1	1	0
Le gouvernement du Canada et la Province de l'Île-du-Prince-Édouard investissent plus de 3 millions de dollars dans le secteur du poisson et des fruits de mer	1	1	1	0
Partager vos idées : Projet de politique relative aux permis d'importation et d'exportation d'ailerons de requins en vertu de la Loi sur la pêche pour la recherche scientifique	0	1	0	0

Affaires mondiales Canada

	Diagnostic	Proposition	Mise en œuvre	Test et évaluation
Le Canada annonce une nouvelle aide pour les personnes touchées par le conflit dans la région du Tigré en Éthiopien	1	1	1	0
Le Canada envoie des fournitures médicales pour appuyer l'intervention en réponse à la COVID-19 en Inde	0	1	0	0
Le Canada renouvelle son partenariat avec Grands Défis Canada pour stimuler les innovations contribuant à la santé mondiale	1	1	1	0
Le Canada lance des consultations publiques sur son adhésion à l'Accord de partenariat sur l'économie numérique	0	1	0	0
La ministre Ng lance des consultations publiques sur les négociations commerciales avec le Royaume-Uni	1	1	0	0
Le Canada annonce des fonds supplémentaires en réponse à la crise humanitaire au Yémen	0	1	1	0
Le ministre des Affaires étrangères annonce la contribution du Canada au Fonds de consolidation de la paix des Nations unies	0	1	0	0
Le Canada annonce une aide pour lutter contre la dégradation des terres et la désertification dans les pays en développement	1	1	0	0
Décret de remise de certains droits relatifs à la délivrance de passeports (feux de forêt en Colombie-Britannique en 2017): TR/2021-20	1	1	1	0
Décret abrogeant le Décret imposant une surtaxe aux États-Unis (aluminium, 2020) : DORS/2021-112	1	1	0	0

Santé Canada

Santé Canada annonce le financement d'un projet de renoncement au tabac à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac 2021	1	1	0	0
Santé Canada annonce de nouvelles mesures visant l'utilisation de l'imidaclopride, un pesticide néonicotinoïde	1	1	0	0
Le gouvernement du Canada annonce un financement de 20 millions de dollars pour aider les collectivités à faire face à l'augmentation des surdoses liées aux opioïdes	2	1	1	0
Santé Canada émet une autorisation de modification d'étiquetage pour le vaccin contre la COVID-19 de Pfizer-BioNTech	0	1	0	0
Le gouvernement du Canada investit plus de 3 millions de dollars dans les services virtuels de soins de santé au Yukon	0	0	0	1
Projet de recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada pour l'acide (4-chloro-2-méthylphénoxy)acétique (MCPA)	1	1	0	0
La Gazette du Canada, Partie I, volume 155, numéro 26 : Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (aliments supplémentés)	1	1	0	0
Consultation publique sur la Norme canadienne sur la biosécurité (NCB), troisième édition	0	0	0	0
Consultation : Les modifications proposées au Règlement sur les landaus et poussettes	0	0	0	0
Consultation sur le difénoconazole, limites maximales de résidus proposées PMRL2021-01	0	0	0	0

Innovation, Sciences et Développement économique Canada

	Diagnostic	Proposition	Mise en œuvre	Test et évaluation
Le gouvernement du Canada annonce l'établissement d'un nouvel organisme indépendant pour réglementer la profession d'agent de brevets et d'agent de marques de commerce	1	1	1	0
Le ministre Carr et le secrétaire parlementaire Duguid annoncent un investissement axé sur l'« Achat local » qui sera bénéfique pour les petites entreprises des Prairies	1	1	1	0
Un projet financé au titre du Fonds pour la large bande universelle permettra à la Première Nation de Wahnapiatae du Grand Sudbury d'avoir accès à Internet haute vitesse	2	1	0	1
Le gouvernement du Canada apporte un soutien accru au Réseau de santé CAN	0	1	0	0
Le gouvernement du Canada investit pour que le Canada devienne un chef de file mondial de la cybersécurité	1	1	1	0
Une somme de 19,8 M\$ pour donner accès à Internet haute vitesse à plus de 1 600 foyers en Mauricie d'ici septembre 2022	1	0	0	0
La ministre Ng annonce le lancement du Programme de crédit pour les secteurs très touchés	1	1	0	0
Avis no SMSE-005-21 – Publication du CNR-182, 6e édition, modification du CNR-117, 3e édition, et modification du CNR-287, 2e édition	0	1	1	0
Faites-nous part de votre opinion sur le changement proposé au processus de rejet et de révision des décisions en dessins industriels	1	1	1	0
Des projets soutenus par le Fonds pour la large bande universelle permettront l'offre de services Internet haute vitesse en Alberta	0	0	0	0

Ressources naturelles Canada

Le Canada et la FCM investissent dans l'efficacité énergétique sur l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse	0	0	1	0
Le Canada investit pour rendre Ottawa plus verte	0	0	0	0
Le Canada investit pour mieux faire connaître le domaine minier aux jeunes Canadiens	1	1	1	0
Le Canada investit dans des réseaux de recharge de prochaine génération pour véhicules électriques en Colombie-Britannique	0	0	0	0
Le Canada investit dans une écotechnologie novatrice à l'Université de l'Alberta	0	1	1	0
Un nouveau hangar d'aéroport polyvalent donne le coup d'envoi à un usage novateur du bois au Canada	1	0	1	0
Le Québec et le Canada investissent dans l'efficacité énergétique d'installations industrielles	0	1	1	0
Le Canada sensibilise les gens aux véhicules électriques à Terre-Neuve-et-Labrador	1	1	0	0
Le Canada investit dans un projet pilote visant l'intégration des véhicules électriques au réseau électrique de la Nouvelle-Écosse	0	1	1	0
Le Canada investit dans de nouvelles bornes de recharge rapide en Colombie-Britannique	0	1	0	0

Agence de la santé publique du Canada

	Diagnostic	Proposition	Mise en œuvre	Test et évaluation
Première phase de l'assouplissement des mesures frontalières par le gouvernement du Canada pour les voyageurs qui entrent au Canada	0	0	0	0
Le gouvernement du Canada investit dans la prévention du trouble du spectre de l'alcoolisation fœtale dans les provinces de l'Atlantique	1	1	0	0
Le gouvernement du Canada finance cinq nouveaux projets pour encourager la vaccination au Canada	1	1	1	0
Le gouvernement du Canada annonce du financement continu pour des sites sûrs d'isolement volontaire lié à la COVID-19 en Nouvelle-Écosse	1	1	0	0
Le gouvernement du Canada annonce du financement continu pour un site sûr d'isolement volontaire lié à la COVID-19 à Sault Ste. Marie	1	1	0	0
L'Agence de la santé publique du Canada commencera le dépistage de la COVID-19 à la frontière terrestre dès lundi	0	0	0	0
Le gouvernement du Canada investit 53 millions de dollars dans la lutte contre les variants préoccupants du virus de la COVID-19	1	1	0	0
Décret visant la réduction du risque d'exposition à la COVID-19 au Canada (quarantaine, isolement et autres obligations)	1	1	0	0
Décret visant la réduction du risque d'exposition à la COVID-19 au Canada (interdiction d'entrée au Canada en provenance des États-Unis)	1	1	0	0
Consultation publique sur la Norme canadienne sur la biosécurité (NCB), troisième édition	0	1	0	0

Transports Canada

Le gouvernement du Canada offre un financement supplémentaire pour soutenir les services aériens essentiels pour les communautés éloignées du Yukon	1	1	0	0
Le ministre Alghabra souligne la Semaine nord-américaine de la sécurité nautique et annonce une aide financière à des organismes qui font la promotion de pratiques de navigation sécuritaires	1	1	0	0
Le ministre des Transports propose des exigences de bruit pour les véhicules hybrides et électriques en vue de protéger les usagers vulnérables de la route	2	2	1	0
Le gouvernement du Canada continue de renforcer les mesures visant à protéger les épaulards résidents du Sud	1	0	0	0
Le gouvernement du Canada annonce une interdiction d'un an visant les embarcations de plaisance et les navires de croisière	0	0	0	0
Transports Canada formule des exigences supplémentaires pour autoriser la remise en service du Boeing 737 MAX	0	0	0	0
Arrêté d'urgence no 3 imposant certaines restrictions de navigation aux embarcations de plaisance en raison de la COVID-19	0	1	0	0
La Gazette du Canada, Partie I, volume 155, numéro 25 : Règlement modifiant le Règlement canadien de 2012 sur la sûreté aérienne (modifications diverses)	1	2	1	2
La Gazette du Canada, Partie I, volume 155, numéro 24 : Règlement modifiant le Règlement sur les restrictions visant l'utilisation des bâtiments	1	1	1	0
Parlons transport : Modernisation du Règlement sur la sûreté du transport maritime	0	0	0	0

3.2 Lacunes communes en matière de transparence

Notre évaluation montre que, si certains exemples de bonnes pratiques ont été relevés, des lacunes communes à tous les ministères ont été constatées.

» **La mise en commun de vos travaux, ainsi que les références, constitue la clé d'une meilleure note.** Trop souvent, les politiques ne mentionnent aucune des preuves sous-jacentes à la question ou à l'intervention proposée, ou ne fournissent aucune référence ou citation pour les données probantes mentionnées. Le fait de citer et de relier correctement les données probantes est la clé pour obtenir de meilleures notes d'évaluation et, surtout, pour que le public puisse commencer à découvrir le raisonnement qui sous-tend une décision politique. Le cadre de transparence exige que les données probantes soient citées, reliées à la politique pertinente et repérables. Cela peut se faire par des citations dans le texte, une liste de références ou des hyperliens.

» **La transparence des données probantes tend à varier en fonction du média ou de la plate-forme utilisée pour annoncer la politique. Toutefois, des notes d'évaluation plus élevées n'exigent pas nécessairement que les documents soient plus longs, les politiques pouvant obtenir des notes élevées en matière de transparence tout en étant concises.** Nous avons constaté que les politiques comportant des déclarations d'analyse réglementaire obtenaient généralement de meilleures notes. Par exemple, Environnement et Changement climatique Canada a obtenu les notes les plus élevées, en partie grâce aux énoncés détaillés des incidences réglementaires qui ont accompagné une majorité d'annonces de politiques. En revanche, les annonces concernant les consultations publiques, ainsi que les annonces de politiques dans la Gazette, étaient généralement brèves et n'ont pas obtenu de notes élevées en matière de transparence. Sur ce plan, nous soulignons que la longueur n'est pas une condition préalable à la transparence. Ce qui est important, c'est une chaîne de raisonnement claire sur la façon dont les données probantes ont été utilisées dans le cadre de l'élaboration de la politique.

» **Presque toutes les politiques ont obtenu de très mauvaises notes (par exemple, la note 0) dans la section sur les essais et**

l'évaluation. Nous constatons également qu'une majorité écrasante de politiques ne mentionnait aucune procédure de ce genre en place (par exemple, des mesures de réussite ou des plans d'essai ou d'évaluation), sans parler des données probantes sous-jacentes. Au contraire, les mesures de conformité aux politiques étaient plus susceptibles d'être énoncées. Les essais et l'évaluation sont importants pour déterminer comment et quand nous saurons si une politique a réussi. Sans ces informations, le public ne sait pas comment et quand les effets de la politique seront observés.

» **Les politiques ont rarement examiné la pertinence d'autres options en matière de politiques ou reconnu l'absence, la faiblesse ou la contradiction des données probantes.** Si le fait de citer et de relier correctement les données probantes constitue la première étape, il est également important pour les décideurs d'évaluer les données probantes qu'ils choisissent d'utiliser. Il s'agit notamment d'envisager d'autres options en matière de politiques, ainsi que d'aborder les incertitudes, les lacunes ou les contradictions qui peuvent être présentes dans la base de données probantes utilisée pour formuler la politique.

» **Le cadre de transparence pourrait bénéficier d'autres améliorations.** Au cours de cette évaluation, les chercheurs ont constaté qu'il était parfois difficile de différencier les aspects d'une politique qui relèvent de la section Proposition ou de la section Mise en œuvre. C'est une cause d'ambiguïté qui sera abordée dans les évaluations futures.

Il existe actuellement un certain nombre de pratiques exemplaires sur la façon dont les personnes peuvent utiliser ce cadre pour évaluer la transparence et sur la façon dont les ministères et les organismes peuvent améliorer la transparence des données probantes dans leurs processus d'élaboration des politiques^{11,12,13}. Nous avons entamé des discussions avec les membres des ministères et organismes fédéraux visés par cette étude afin de mieux comprendre quels sont les défis internes qui peuvent avoir un effet sur la transparence. Par exemple, il peut exister différentes normes de communication sur les données probantes entre les différents ministères et organismes ou il peut être difficile de déterminer quel est le niveau de détail approprié à inclure dans les annonces politiques. Il est également possible que la transparence des données probantes ait été insuffisante dans les politiques évaluées en raison de circonstances atténuantes liées à la pandémie de COVID-19.

Prochaines étapes

Ce rapport marque le début d'un examen très nécessaire du rôle essentiel de la transparence dans la prise de décision fondée sur des données probantes. La communication sur les données probantes s'est avérée un parcours semé d'embûches dans le contexte de la pandémie de COVID-19, ce qui rend ce travail d'autant plus opportun. Des personnes du monde entier et de tous horizons ont cherché à comprendre les décisions qui ont eu une incidence sur leur santé et leurs moyens de subsistance. Ces décisions ont souvent suscité une grande confusion et parfois de la frustration, en raison notamment d'une communication confuse sur les données probantes utilisées et la manière dont elles ont influencé ces choix difficiles. La demande publique à l'égard des données probantes n'a jamais été aussi forte.

Cependant, le fait de garder ce travail au niveau fédéral est insuffisant dans une démocratie fédérée. Au Canada, l'élaboration des politiques ne relève pas de la seule responsabilité du gouvernement fédéral. Elle est répartie entre les administrations fédérales, provinciales, territoriales et municipales, ainsi que l'autonomie gouvernementale des Autochtones. Dans certains cas, la politique est un domaine commun, ce qui fait qu'il est d'autant plus important de comprendre les données probantes utilisées dans les différentes administrations. Dans un deuxième temps, nous nous tournons vers le niveau provincial.

Dans cette prochaine étape, nous évaluerons la transparence des données probantes sur un sous-ensemble de gouvernements provinciaux. Comme dans notre étude au niveau fédéral, les politiques sélectionnées pour l'étude seront chacune évaluées en fonction des données probantes disponibles pour comprendre la justification de la politique, l'intervention proposée et la manière d'évaluer si l'intervention sera efficace. Nous examinerons également en collaboration les

pratiques exemplaires et les moyens qui s'offrent aux gouvernements de la fédération d'améliorer la transparence.

Les travaux futurs pourraient également inclure des vérifications ponctuelles de la transparence des données probantes à l'échelle fédérale, tous les deux ans, afin de déterminer si des progrès ont été réalisés. Les évaluations pourraient également être étendues à l'échelle municipale.

Il convient de noter que ce cadre de transparence ne permet pas d'évaluer la qualité des données probantes utilisées, ni le bien-fondé de la politique. Comme le notait Sense About Science dans un précédent rapport, « une politique bien fondée et une politique mal fondée peuvent toutes deux obtenir une bonne note en matière de transparence »¹¹. Or, la transparence est une condition préalable à l'évaluation de la qualité. La transparence des données probantes dans les décisions politiques est la condition préalable qui nous permettra d'évaluer la qualité de ces données probantes dans les travaux futurs.

Conclusions

Lorsqu'il s'agit de prendre des décisions fondées sur des données probantes, la transparence est le chaînon manquant persistant entre les engagements politiques et la mobilisation de la fonction publique. Étant donné que la politique gouvernementale a une incidence sur le public et qu'elle est financée par celui-ci, il est important que l'élaboration des politiques soit transparente. Cela donne au public la possibilité de comprendre les facteurs qui ont conduit à une décision et pourquoi.

Dans cette étude, nous avons appliqué un cadre de transparence, adapté du Royaume-Uni au contexte canadien, pour évaluer la transparence des données probantes dans les politiques du gouvernement du Canada. Dans l'ensemble, les politiques n'ont pas obtenu des notes élevées en adoptant le cadre de transparence, compte tenu d'une transparence limitée ou nulle de l'utilisation des données probantes sous-tendant une majorité de décisions politiques dans l'étude.

La prochaine étape de ce projet consistera à étendre cette évaluation de la transparence à l'échelle provinciale. Nous poursuivrons également les discussions avec les gouvernements de toute la fédération canadienne afin de mieux comprendre les défis qui peuvent avoir un effet sur la transparence de l'utilisation des données probantes dans les processus d'élaboration des politiques.

Références

- 1 Girling, K. and Gibbs, K (2019). *Evidence In Action: An Analysis of Information Gathering and Use by Canadian Parliamentarians*. Available at: <https://evidencefordemocracy.ca/en/research/reports/evidence-action>
- 2 Lalor, B.M. and Hickey, G.M. (2013). *Environmental science and public policy in Executive government: Insights from Australia and Canada*. Available at: <https://academic.oup.com/spp/article-abstract/40/6/767/1614015?redirectedFrom=fulltext>
- 3 Breckon, J. *Using Research Evidence: A Practice Guide*. Available at: <https://www.nesta.org.uk/toolkit/using-research-evidence-practice-guide/>
- 4 "Mandate letters | Prime Minister Of Canada." Available at: <https://pm.gc.ca/en/mandate-letters>
- 5 "Office of the Chief Science Advisor." Available at: https://www.ic.gc.ca/eic/site/063.nsf/eng/h_97646.html
- 6 "Departmental Science Advisors Network." Available at: https://www.ic.gc.ca/eic/site/063.nsf/eng/h_98245.html
- 7 Maxwell, R. (2021). *Budget 2021: Science underpins targeted investments to drive equitable recovery and long-term prosperity*. Available at: <https://evidencefordemocracy.ca/en/content/budget-2021-science-underpins-targeted-investments-drive-equitable-recovery-and-long-term>
- 8 Girling, K. (2020). *COVID-19 shows the importance of evidence-based decision-making*. Available at: <https://issp.uottawa.ca/en/news/covid-19-shows-importance-evidence-based-decision-making>
- 9 "Publications." Available at: <https://escapecovid19.org/publications/>
- 10 Rutter, J. and Gold, J (2015). *Show your workings: Assessing how government uses evidence to make policy*. Available at: <https://www.instituteforgovernment.org.uk/publications/show-your-workings>
- 11 Sense About Science (2016). *Transparency Of Evidence: An assessment of government policy proposals* May 2015 to May 2016. Available at: <https://senseaboutscience.org/wp-content/uploads/2016/11/SaS-Transparency-of-Evidence-2016-Nov.pdf>
- 12 Sense About Science (2018). *Transparency of evidence: spot check*. Available at: <https://senseaboutscience.org/activities/transparency-evidence-spot-check/>
- 13 Heer, T. and Girling, K. (2021) *Eyes on Evidence: A Framework for Evaluating Evidence Use in Canada*. Evidence for Democracy. Available at: <https://evidencefordemocracy.ca/en/research/reports/eyes-evidence>

Annexe : Liste des politiques évaluées

7.1 Agriculture et Agroalimentaire Canada

- 1 *Le programme développera les compétences en leadership et inspirera des carrières en agriculture.* 11 juin 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2021/06/le-programme-developpera-les-competences-en-leadership-et-inspirera-des-carrieres-en-agriculture.html>
- 2 *La ministre Bibeau annonce un soutien pour favoriser l'innovation chez les producteurs de porcs du Québec.* 3 juin 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2021/06/la-ministre-bibeau-annonce-un-soutien-pour-favoriser-linnovation-chez-les-producteurs-de-porcs-du-quebec.html>
- 3 *L'agrandissement du centre de l'industrie alimentaire aidera le secteur agricole à valeur ajoutée en Saskatchewan.* 4 mai 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2021/05/lagrandissement-du-centre-de-lindustrie-alimentaire-aidera-le-secteur-agricole-a-valeur-ajoutee-en-saskatchewan.html>
- 4 *Les gouvernements investissent dans le renforcement des capacités des établissements de transformation des viandes de l'Ontario.* 3 mai 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2021/05/les-gouvernements-investissent-dans-le-renforcement-des-capacites-des-etablissements-de-transformation-des-viandes-de-lontario.html>
- 5 *La ministre Bibeau annonce de nouveaux programmes qui indemnisent pleinement et équitablement les producteurs de poulet, de dindon et d'œufs.* 13 avril 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2021/04/la-ministre-bibeau-annonce-de-nouveaux-programmes-qui-indemnisent-pleinement-et-equitablement-les-producteurs-de-poulet-de-dindon-et-dufs.html>
- 6 *Le gouvernement du Canada investit 2,6 millions de dollars pour contribuer à améliorer la sécurité des travailleurs agroalimentaires en Nouvelle-Écosse.* 19 mars 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2021/03/le-gouvernement-du-canada-investit-26-millions-de-dollars-pour-contribuer-a-ameliorer-la-securite-des-travailleurs-agroalimentaires-en-nouvelle-ecosse.html>
- 7 *Le gouvernement du Canada souligne la Semaine canadienne de sécurité en milieu agricole en annonçant un investissement atteignant 1,4 million de dollars pour renforcer la sécurité à la ferme.* 15 mars 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2021/03/le-gouvernement-du-canada-souligne-la-semaine-canadienne-de-securite-en-milieu-agricole-en-annoncant-un-investissement-atteignant-14-million-de-dol.html>
- 8 *Élargir le secteur ontarien de la transformation des viandes.* 17 février 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2021/02/elargir-le-secteur-ontarien-de-la-transformation-des-viandes.html>
- 9 *Les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan investissent 9,8 millions de dollars dans la recherche sur les cultures.* 12 janvier 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/agriculture-agroalimentaire/nouvelles/2021/01/les-gouvernements-du-canada-et-de-la-saskatchewan-investissent-98-millions-de-dollars-dans-la-recherche-sur-les-cultures.html>
- 10 *Règlement modifiant le Règlement sur la santé des animaux (transit en cas d'urgence): DORS/2021-114.* 1 juin 2021. Disponible à: <https://gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2021/2021-06-09/html/sor-dors114-fra.html>

7.2 Patrimoine canadien

- 1 *Dépôt du projet de loi visant l'égalité réelle du français et de l'anglais et le renforcement de la Loi sur les langues officielles.* 15 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/06/depot-du-projet-de-loi-visant-legalite-reelle-du-francais-et-de-langlais-et-le-renforcement-de-la-loi-sur-les-langues-officielles.html>
- 2 *Le gouvernement du Canada annonce un appui financier pour le Centre canadien du sport de l'Atlantique.* 31 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/05/le-gouvernement-du-canada-annonce-un-appui-financier-pour-le-centre-canadien-du-sport-de-latlantique.html>
- 3 *Investissement dans les arts et la culture à Sherbrooke.* 27 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/05/investissement-dans-les-arts-et-la-culture-a-sherbrooke.html>
- 4 *Le gouvernement du Canada souligne l'allocation de plus de 3,6 millions de dollars pour les langues officielles en Colombie-Britannique.* 25 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/05/le-gouvernement-du-canada-souligne-l'allocation-de-plus-de-3-6-millions-de-dollars-pour-les-langues-officielles-en-colombie-britannique.html>
- 5 *Le gouvernement du Canada augmente son soutien à l'industrie audiovisuelle pour couvrir les arrêts de production causés par la COVID-19.* 21 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/05/le-gouvernement-du-canada-augmente-son-soutien-a-l'industrie-audiovisuelle-pour-couvrir-les-arrets-de-production-causes-par-la-covid-19.html>
- 6 *Le gouvernement du Canada annonce un appui financier de 3,4 millions de dollars pour les langues officielles en Alberta.* 13 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/05/le-gouvernement-du-canada-annonce-un-appui-financier-de-3-4-millions-de-dollars-pour-les-langues-officielles-en-alberta.html>
- 7 *Le gouvernement du Canada confirme l'allocation de près de 3 millions de dollars pour les langues officielles en Saskatchewan.* 15 avril 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/04/le-gouvernement-du-canada-confirme-l'allocation-de-pres-de-3-millions-de-dollars-pour-les-langues-officielles-en-saskatchewan.html>
- 8 *Investissement dans le domaine Glenaladale, à l'île-du-Prince-Édouard.* 15 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/03/investissement-dans-le-domaine-glenaladale-a-lile-du-prince-edouard.html>

- 9 *Investir dans les infrastructures culturelles de Milton.* 1 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/03/investir-dans-les-infrastructures-culturelles-de-milton.html>
- 10 *Investir dans les lieux consacrés au patrimoine à Sudbury.* 4 février 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2021/02/investir-dans-les-lieux-consacres-au-patrimoine-a-sudbury.html>

7.3 Environnement et Changement climatique Canada

- 1 *Le gouvernement du Canada publie une déclaration de politique sur les futurs projets d'exploitation du charbon thermique et les projets d'expansion.* 11 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2021/06/le-gouvernement-du-canada-publie-une-declaration-de-politique-sur-les-futurs-projets-d'exploitation-du-charbon-thermique-et-les-projets-d'expansion.html>
- 2 *Le gouvernement du Canada annonce la prochaine étape de la création d'un système national de crédits compensatoires pour le carbone pour soutenir davantage la croissance propre.* 5 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2021/03/le-gouvernement-du-canada-annonce-la-prochaine-etape-de-la-creation-dun-systeme-national-de-credits-compensatoires-pour-le-carbone-pour-soutenir-da.html>
- 3 *Le gouvernement du Canada soutient la collectivité pour conserver l'habitat des espèces en péril dans le Sud du Québec.* 20 janvier 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2021/01/le-gouvernement-du-canada-soutient-la-collectivite-pour-conserver-l'habitat-des-especes-en-peril-dans-le-sud-du-quebec.html>
- 4 *Arrêté 2021-87-02-01 modifiant la Liste intérieure : DORS/2021-156.* 26 janvier 2021. Disponible à : <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-02-06/html/notice-avis-fra.html>
- 5 *La Gazette du Canada, Partie I, volume 155, numéro 8 : Décret modifiant l'annexe 1 de la Loi sur les espèces en péril.* 20 février 2021. Disponible à : <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-02-20/html/reg1-fra.html>
- 6 *Publication après évaluation préalable des deux substances du groupe des thiophosphates d'alkyle.* 13 mars 2021. Disponible à : <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-03-13/html/notice-avis-fra.html>

- 7 *Description de l'habitat essentiel de l'halicte de l'île de Sable dans le refuge d'oiseaux de l'île de Sable.* 13 mars 2021. Disponible à : <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-03-13/html/commis-fra.html>
- 8 *Condition ministérielle no 20656.* 29 mai 2021. Disponible à : <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-05-29/html/notice-avis-fra.html>
- 9 *Arrêté 2021-112-03-01 modifiant la Liste intérieure : DORS/2021-16.* Disponible à : <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2021/2021-03-03/html/sor-dors16-fra.html>
- 10 *Programme de rétablissement (modifié) et Plan d'action pour le Pluvier siffleur de la sous-espèce melodus (Charadrius melodus melodus) au Canada [Proposition].* 2 février 2021. Disponible à : <https://registre-especes.canada.ca/index-fr.html#/documents/923>

7.4 Pêches et Océans Canada

- 1 *Le gouvernement du Canada investit dans des partenariats pour appuyer la recherche sur l'habitat d'eau douce.* 16 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/peches-oceans/nouvelles/2021/06/le-gouvernement-du-canada-investit-dans-des-partenariats-pour-appuyer-la-recherche-sur-lhabitat-deau-douce.html>
- 2 *Le Canada lance une action de transformation pour sauver le saumon du Pacifique.* 8 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/peches-oceans/nouvelles/2021/06/le-canada-lance-une-action-de-transformation-pour-sauver-le-saumon-dupacifique.html>
- 3 *Décisions relatives aux pêches de Terre-Neuve-et-Labrador en 2021.* 28 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/peches-oceans/nouvelles/2021/05/decisions-relatives-aux-peches-de-terre-neuve-et-labrador-en-2021.html>
- 4 *Entente de principe conclue entre le Canada et la France pour la pêche de la morue de 3Ps.* 1 avril 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/peches-oceans/nouvelles/2021/04/entente-de-principe-conclue-entre-le-canada-et-la-france-pour-la-peche-de-la-morue-de-3ps.html>
- 5 *Le gouvernement du Canada prend des mesures importantes pour protéger l'habitat essentiel de la truite en Alberta.* 31 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/peches-oceans/nouvelles/2021/03/le-gouvernement-du-canada-prend-des-mesures-importantes-pour-protoger-lhabitat-essentiel-de-la-truite-en-alberta.html>
- 6 *Le Fonds des pêches du Québec octroie plus d'un million de dollars pour 13 projets à travers la province.* 3 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/peches-oceans/nouvelles/2021/03/le-fonds-des-peches-du-quebec-octroie-plus-dun-million-de-dollars-pour-13-projets-a-travers-la-province0.html>
- 7 *Prolongation de la pêche récréative hivernale au poisson de fond dans le fjord du Saguenay.* 4 février 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/peches-oceans/nouvelles/2021/02/prolongation-de-la-peche-recreative-hivernale-au-poisson-de-fond-dans-le-fjord-du-saguenay.html>
- 8 *Le gouvernement du Canada et la Province de la Nouvelle-Écosse investissent plus de 44 millions de dollars dans le secteur du poisson et des fruits de mer.* 4 février 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/peches-oceans/nouvelles/2021/02/le-gouvernement-du-canada-et-la-province-de-la-nouvelle-ecosse-investissent-plus-de-44-millions-de-dollars-dans-le-secteur-du-poisson-et-des-fruits.html>
- 9 *Le gouvernement du Canada et la Province de l'Île-du-Prince-Édouard investissent plus de 3 millions de dollars dans le secteur du poisson et des fruits de mer.* 20 janvier 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/peches-oceans/nouvelles/2021/01/le-gouvernement-du-canada-et-la-province-de-lile-du-prince-edouard-investissent-plus-de-3-millions-de-dollars-dans-le-secteur-du-poisson-et-des-fru.html>
- 10 *Partager vos idées : Projet de politique relative aux permis d'importation et d'exportation d'ailerons de requins en vertu de la Loi sur la pêche pour la recherche scientifique.* 1 mars 2021. Disponible à : <https://www.dfo-mpo.gc.ca/about-notre-sujet/engagement/2021/shark-fin-science-ailerons-requins-fra.html>

7.5 Affaires mondiales Canada

- 1 *Le Canada annonce une nouvelle aide pour les personnes touchées par le conflit dans la région du Tigré en Éthiopie.* 18 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/06/le-canada-annonce-une-nouvelle-aide-pour-les-personnes-touchees-par-le-conflit-dans-la-region-du-tigre-en-ethiopie.html>
- 2 *Le Canada envoie des fournitures médicales pour appuyer l'intervention en réponse à la COVID-19 en Inde.* 5 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/05/le-canada-envoie-des-fournitures-medicales-pour-appuyer-lintervention-en-reponse-a-la-covid-19-en-inde.html>

- 3 *Le Canada renouvelle son partenariat avec Grands Défis Canada pour stimuler les innovations contribuant à la santé mondiale.* 7 avril 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/04/le-canada-renouvelle-son-partenariat-avec-grands-defis-canada-pour-stimuler-les-innovations-contribuant-a-la-sante-mondiale.html>
- 4 *Le Canada lance des consultations publiques sur son adhésion à l'Accord de partenariat sur l'économie numérique.* 19 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/03/le-canada-lance-des-consultations-publiques-sur-son-adhesion-a-laccord-de-partenariat-sur-leconomie-numerique.html>
- 5 *La ministre Ng lance des consultations publiques sur les négociations commerciales avec le Royaume-Uni.* 12 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/03/la-ministre-ng-lance-des-consultations-publiques-sur-les-negociations-commerciales-avec-le-royaume-uni.html>
- 6 *Le Canada annonce des fonds supplémentaires en réponse à la crise humanitaire au Yémen.* 1 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/03/le-canada-annonce-des-fonds-supplementaires-en-reponse-a-la-crise-humanitaire-au-yemen.html>
- 7 *Le ministre des Affaires étrangères annonce la contribution du Canada au Fonds de consolidation de la paix des Nations unies.* 26 janvier 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/01/le-ministre-des-affaires-etrangeres-annonce-la-contribution-du-canada-au-fonds-de-consolidation-de-la-paix-des-nations-unies.html>
- 8 *Le Canada annonce une aide pour lutter contre la dégradation des terres et la désertification dans les pays en développement.* 11 janvier 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2021/01/le-canada-annonce-une-aide-pour-lutter-contre-la-degradation-des-terres-et-la-desertification-dans-les-pays-en-developpement.html>
- 9 *Décret de remise de certains droits relatifs à la délivrance de passeports (feux de forêt en Colombie-Britannique en 2017): TR/2021-20.* 26 mai 2021. Disponible à : <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2021/2021-05-26/html/si-tr20-fra.html>
- 10 *Décret abrogeant le Décret imposant une surtaxe aux États-Unis (aluminium, 2020) : DORS/2021-112.* 1 juin 2021. Disponible à : <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p2/2021/2021-06-09/html/sor-dors112-fra.html>

7.6 Santé Canada

- 1 *Santé Canada annonce le financement d'un projet de renoncement au tabac à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac 2021.* 31 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2021/05/sante-canada-annonce-le-financement-dun-projet-de-renoncement-au-tabac-a-loccasion-de-la-journee-mondiale-sans-tabac-2021.html>
- 2 *Santé Canada annonce de nouvelles mesures visant l'utilisation de l'imidaclopride, un pesticide néonicotinoïde.* 19 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2021/05/sante-canada-annonce-de-nouvelles-mesures-visant-lutilisation-de-limidaclopride-un-pesticide-neonicotinoide.html>
- 3 *Le gouvernement du Canada annonce un financement de 20 millions de dollars pour aider les collectivités à faire face à l'augmentation des surdoses liées aux opioïdes.* 29 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2021/03/le-gouvernement-du-canada-annonce-un-financement-de-20-millions-de-dollars-pour-aider-les-collectivites-a-faire-face-a-laugmentation-des-surdoses-l.html>
- 4 *Santé Canada émet une autorisation de modification d'étiquetage pour le vaccin contre la COVID-19 de Pfizer-BioNTech.* Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2021/02/sante-canada-emet-une-autorisation-de-modification-detiquetage-pour-le-vaccin-contre-la-covid-19-de-pfizer-biontech.html>
- 5 *Le gouvernement du Canada investit plus de 3 millions de dollars dans les services virtuels de soins de santé au Yukon.* 29 janvier 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2021/01/le-gouvernement-du-canada-investit-plus-de-3millions-de-dollars-dans-les-services-virtuels-de-soins-de-sante-au-yukon.html>
- 6 *Projet de recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada pour l'acide (4-chloro-2-méthylphénoxy)acétique (MCPA).* 13 mars 2021. Disponible à : <https://gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-03-13/html/notice-avis-fra.html>
- 7 *La Gazette du Canada, Partie I, volume 155, numéro 26 : Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (aliments supplémentés).* 26 juin 2021. Disponible à : <https://gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-06-26/html/reg3-fra.html>
- 8 *Consultation publique sur la Norme canadienne sur la biosécurité (NCB), troisième édition.* 1 avril 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/programmes/consultation-norme-canadienne-biosecurite-troisieme-edition.html>

- 9 *Consultation : Les modifications proposées au Règlement sur les landaus et poussettes.* 3 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/programmes/consultation-modifications-proposees-reglements-landaus-poussettes.html>
- 10 *Consultation sur le difénoconazole, limites maximales de résidus proposés PMRL2021-01.* 9 février 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/securite-produits-consommation/pesticides-lutte-antiparasitaire/public/consultations/limites-maximales-residus-proposees/2021/difenoconazole.html>

7.7 Innovation, Sciences et Développement économique Canada

- 1 *Le gouvernement du Canada annonce l'établissement d'un nouvel organisme indépendant pour réglementer la profession d'agent de brevets et d'agent de marques de commerce.* 28 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2021/06/le-gouvernement-du-canada-annonce-letablissement-dun-nouvel-organisme-independant-pour-reglementer-la-profession-dagent-de-brevets-et-dagent-de-mar.html>
- 2 *Le ministre Carr et le secrétaire parlementaire Duguid annoncent un investissement axé sur l'« Achat local » qui sera bénéfique pour les petites entreprises des Prairies.* 24 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2021/06/le-ministre-carr-et-le-secrtaire-parlementaire-duguid-annoncent-un-investissement-axe-sur-lachat-local-qui-sera-benefique-pour-les-petites-entrepr.html>
- 3 *Un projet financé au titre du Fonds pour la large bande universelle permettra à la Première Nation de Wahnapiatae du Grand Sudbury d'avoir accès à Internet haute vitesse.* 21 janvier 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2021/01/un-projet-finance-au-titre-du-fonds-pour-la-large-bande-universelle-permettra-a-la-premiere-nation-de-wahnapiatae-du-grand-sudbury-davoir-acces-a-in.html>
- 4 *Le gouvernement du Canada apporte un soutien accru au Réseau de santé CAN.* 12 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2021/05/le-gouvernement-du-canada-apporte-un-soutien-accru-au-reseau-de-sante-can.html>

- 5 *Le gouvernement du Canada investit pour que le Canada devienne un chef de file mondial de la cybersécurité.* 6 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2021/05/le-gouvernement-du-canada-investit-pour-que-le-canada-devienne-un-chef-de-file-mondial-de-la-cybersecurite.html>
- 6 *Une somme de 19,8 M\$ pour donner accès à Internet haute vitesse à plus de 1 600 foyers en Mauricie d'ici septembre 2022.* 9 avril 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2021/04/une-somme-de-198-m-pour-donner-acces-a-internet-haute-vitesse-a-plus-de-1-600-foyers-en-mauricie-dici-septembre-2022.html>
- 7 *La ministre Ng annonce le lancement du Programme de crédit pour les secteurs très touchés.* 16 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2021/01/la-ministre-ng-annonce-le-lancement-du-programme-de-credit-pour-les-secteurs-tres-touchees.html>
- 8 *Avis no SMSE-005-21 — Publication du CNR-182, 6e édition, modification du CNR-117, 3e édition, et modification du CNR-287, 2e édition.* 26 janvier 2021. Disponible à : <https://gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-06-19/html/notice-avis-fra.html>
- 9 *Faites-nous part de votre opinion sur le changement proposé au processus de rejet et de révision des décisions en dessins industriels.* 19 juin 2021. Disponible à : https://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/fra/h_wr04915.html
- 10 *Des projets soutenus par le Fonds pour la large bande universelle permettront l'offre de services Internet haute vitesse en Alberta.* 29 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/innovation-sciences-developpement-economique/nouvelles/2021/03/des-projets-soutenus-par-le-fonds-pour-la-large-bande-universelle-permettront-loffre-de-services-internet-haute-vitesse-en-alberta.html>

7.8 Ressources naturelles Canada

- 1 *Le Canada et la FCM investissent dans l'efficacité énergétique sur l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse.* 19 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/05/le-canada-et-la-fcm-investissent-dans-lefficacite-energetique-sur-lile-du-prince-edouard-et-en-nouvelle-ecosse.html>

- 2 *Le Canada investit pour rendre Ottawa plus verte.* 14 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/05/le-canada-investit-pour-rendre-ottawa-plus-verte.html>
- 3 *Le Canada investit pour mieux faire connaître le domaine minier aux jeunes Canadiens.* 6 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/05/le-canada-investit-pour-mieux-faire-connaître-le-domaine-minier-aux-jeunes-canadiens.html>
- 4 *Le Canada investit dans des réseaux de recharge de prochaine génération pour véhicules électriques en Colombie-Britannique.* 5 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/05/le-canada-investit-dans-des-reseaux-de-recharge-de-prochaine-generation-pour-vehicules-electriques-en-colombie-britannique.html>
- 5 *Le Canada investit dans une écotechnologie novatrice à l'Université de l'Alberta.* 31 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/03/le-canada-investit-dans-une-ecotechnologie-novatrice-a-luniversite-de-lalberta.html>
- 6 *Un nouveau hangar d'aéroport polyvalent donne le coup d'envoi à un usage novateur du bois au Canada.* 30 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/03/un-nouveau-hangar-daeroport-polyvalent-donne-le-coup-denvoi-a-un-usage-novateur-du-bois-au-canada.html>
- 7 *Le Québec et le Canada investissent dans l'efficacité énergétique d'installations industrielles.* 4 mars 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/03/le-quebec-et-le-canada-investissent-dans-lefficacite-energetique-dinstallations-industrielles0.html>
- 8 *Le Canada sensibilise les gens aux véhicules électriques à Terre-Neuve-et-Labrador.* 13 janvier 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/01/le-canada-sensibilise-les-gens-aux-vehicules-electriques-a-terre-neuve-et-labrador.html>
- 9 *Le Canada investit dans un projet pilote visant l'intégration des véhicules électriques au réseau électrique de la Nouvelle-Écosse.* 12 janvier 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/01/le-canada-investit-dans-un-projet-pilote-visant-lintegration-des-vehicules-electriques-au-reseau-electrique-de-la-nouvelle-ecosse.html>
- 10 *Le Canada investit dans de nouvelles bornes de recharge rapide en Colombie-Britannique.* 30 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/ressources-naturelles-canada/nouvelles/2021/06/le-canada-investit-dans-de-nouvelles-bornes-de-recharge-rapide-en-colombie-britannique.html>

7.9 Agence de la santé publique du Canada

- 1 *Première phase de l'assouplissement des mesures frontalières par le gouvernement du Canada pour les voyageurs qui entrent au Canada.* 21 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/nouvelles/2021/06/premiere-phase-de-lassouplissement-des-mesures-frontalieres-par-le-gouvernement-du-canada-pour-les-voyageurs-qui-entrent-au-canada3.html>
- 2 *Le gouvernement du Canada investit dans la prévention du trouble du spectre de l'alcoolisation foetale dans les provinces de l'Atlantique.* 17 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/nouvelles/2021/06/le-gouvernement-du-canada-investit-dans-la-prevention-du-trouble-du-spectre-de-lalcoolisation-ftale-dans-les-provinces-de-latlantique.html>
- 3 *Le gouvernement du Canada finance cinq nouveaux projets pour encourager la vaccination au Canada.* 8 juin 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/nouvelles/2021/06/le-gouvernement-du-canada-finance-cinq-nouveaux-projets-pour-encourager-la-vaccination-au-canada.html>
- 4 *Le gouvernement du Canada annonce du financement continu pour des sites sûrs d'isolement volontaire lié à la COVID 19 en Nouvelle-Écosse.* 26 mai 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/nouvelles/2021/05/le-gouvernement-du-canada-annonce-du-financement-continu-pour-des-sites-surs-disolement-volontaire-lie-a-la-covid-19-en-nouvelle-ecosse.html>
- 5 *Le gouvernement du Canada annonce du financement continu pour un site sûr d'isolement volontaire lié à la COVID-19 à Sault Ste. Marie.* 15 avril 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/nouvelles/2021/04/le-gouvernement-du-canada-annonce-du-financement-continu-pour-un-site-sur-disolement-volontaire-lie-a-la-covid19-a-sault-ste-marie.html>
- 6 *L'Agence de la santé publique du Canada commencera le dépistage de la COVID-19 à la frontière terrestre dès lundi.* 20 février 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/nouvelles/2021/02/lagence-de-la-sante-publique-du-canada-commencera-le-depistage-de-la-covid-19-a-la-frontiere-terrestre-des-lundi.html>
- 7 *Le gouvernement du Canada investit 53 millions de dollars dans la lutte contre les variants préoccupants du virus de la COVID-19.* 12 février 2021. Disponible à : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/nouvelles/2021/02/le-gouvernement-du-canada-investit-53-millions-de-dollars-dans-la-lutte-contre-les-variants-preoccupants-du-virus-de-la-covid-19.html>

- 8 *Décret visant la réduction du risque d'exposition à la COVID-19 au Canada (quarantaine, isolement et autres obligations)*. 16 janvier 2021. Disponible à: <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-01-16/html/order-decret-fra.html>
- 9 *Décret visant la réduction du risque d'exposition à la COVID-19 au Canada (interdiction d'entrée au Canada en provenance des États-Unis)*. 21 avril 2021. Disponible à: <https://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-05-01/html/order-decret-fra.html>
- 10 *Consultation publique sur la Norme canadienne sur la biosécurité (NCB), troisième édition*. 1 avril 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/programmes/consultation-norme-canadienne-biosecurite-troisieme-edition.html>

7.10 Transports Canada

- 1 *Le gouvernement du Canada offre un financement supplémentaire pour soutenir les services aériens essentiels pour les communautés éloignées du Yukon*. 21 juin 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/transports-canada/nouvelles/2021/06/le-gouvernement-du-canada-offre-un-financement-supplementaire-pour-soutenir-les-services-aeriens-essentiels-pour-les-communaut-es-eloignees-du-yukon.html>
- 2 *Le ministre Alghabra souligne la Semaine nord-américaine de la sécurité nautique et annonce une aide financière à des organismes qui font la promotion de pratiques de navigation sécuritaires*. 21 mai 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/transports-canada/nouvelles/2021/05/le-ministrealghabra-souligne-la-semaine-nord-americaine-de-la-securite-nautique-et-annonce-une-aide-financiere-a-des-organismes-qui-font-la-promoti.html>
- 3 *Le ministre des Transports propose des exigences de bruit pour les véhicules hybrides et électriques en vue de protéger les usagers vulnérables de la route*. 23 avril 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/transports-canada/nouvelles/2021/04/le-ministre-des-transports-propose-des-exigences-de-bruit-pour-les-vehicules-hybrides-et-electriques-en-vue-de-protoger-les-usagers-vulnerables-de-.html>
- 4 *Le gouvernement du Canada continue de renforcer les mesures visant à protéger les épaulards résidents du Sud*. 14 avril 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/transports-canada/nouvelles/2021/04/le-gouvernement-du-canada-continue-de-renforcer-les-mesures-visant-a-protoger-les-epaulards-residents-du-sud.html>
- 5 *Le gouvernement du Canada annonce une interdiction d'un an visant les embarcations de plaisance et les navires de croisière*. 4 février 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/transports-canada/nouvelles/2021/02/le-gouvernement-du-canada-annonce-une-interdiction-dun-an-visant-les-embarcations-de-plaisance-et-les-navires-de-croisiere.html>
- 6 *Transports Canada formule des exigences supplémentaires pour autoriser la remise en service du Boeing 737 MAX*. 18 janvier 2021. Disponible à: <https://www.canada.ca/fr/transports-canada/nouvelles/2021/01/transports-canada-formule-des-exigences-supplementaires-pour-autoriser-la-remise-en-service-du-boeing-737-max1.html>
- 7 *Arrêté d'urgence no 3 imposant certaines restrictions de navigation aux embarcations de plaisance en raison de la COVID-19*. 13 mars 2021. Disponible à: <https://gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-03-13/html/notice-avis-fra.html>
- 8 *La Gazette du Canada, Partie I, volume 155, numéro 25 : Règlement modifiant le Règlement canadien de 2012 sur la sûreté aérienne (modifications diverses)*. 19 juin 2021. Disponible à: <https://gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-06-19/html/reg5-fra.html>
- 9 *La Gazette du Canada, Partie I, volume 155, numéro 24 : Règlement modifiant le Règlement sur les restrictions visant l'utilisation des bâtiments*. 12 juin 2021. Disponible à: <https://gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2021/2021-06-12/html/reg5-fra.html>
- 10 *Parlons transport : Modernisation du Règlement sur la sûreté du transport maritime*. 18 mars 2021. Disponible à: <https://tc.canada.ca/fr/services-generaux/consultations/parlons-transport-modernisation-reglement-surete-transport-maritime>

